

* * *

De cet affreux bouleversement les causes sont multiples.

L'autre jour un canadien anglo-américain voulait me faire comprendre que la province de Québec est très arriérée en affaires. Il m'adressa ces paroles qu'il croyait méprisantes: "*Too much religion down there!*" Or, nous venions de voir deux banques s'effondrer tout près de nous par suite de la malhonnêteté d'un président et d'un caissier; et je savais qu'aucun des deux n'avait un grain de foi. "Ne croyez-vous pas", lui dis-je, "qu'un peu de religion dans le coeur de ces deux hommes aurait rendu service aux actionnaires et aux déposants de ces banques?" Il esquissa un sourire qui voulait être malin; mais je le quittai, convaincu de lui avoir signalé la première cause, et la plus importante sans doute, du cataclysme.

Il en est d'autres. Les savants économistes dont j'ai lu les études l'ont attribué à la rareté du numéraire (1). Quant à cette

(1) Un mot d'explication. M. Paul Leroy-Beaulieu estime que les appels du monde entier à l'épargne s'élevaient, en 1907, à la somme de 16 milliards de francs, alors que les économies globales ne dépassent guère aujourd'hui 12 milliards par an. Une pareille disproportion, si le crédit n'existait pas, devrait fatalement aboutir à un arrêt des affaires. Mais ce qui est vrai du monde entier ne l'était pas des Etats-Unis en 1907. Le budget de 1906-07 s'était soldé par un excédent de 300 millions de francs. De plus, la dette fédérale ne dépasse pas 11 milliards et même, si on déduit les sommes accumulées au Trésor, 5 milliards. On reconnaîtra que le fardeau est léger pour une population de 85 millions. Ce serait donc une grave erreur de croire que la perturbation de 1907 fut seulement une crise monétaire. La baisse des prix ne suffirait pas non plus à expliquer le cataclysme: "la hausse brutale constitue une crise au même titre que la baisse précipitée". M. Georges Lévy en voit une cause générale dans l'oscillation régulière des affaires et trois causes spéciales dans la majoration du capital réel par la malhonnêteté ou l'imprudence d'hommes sans scrupule, dans la campagne aussi du président Roosevelt contre les industries monopolisées (*Revue des Deux-Mondes*, 15 décembre 1907, pp. 805-828). Notre collaborateur se rencontre donc avec l'économiste français quand il assigne à la crise une raison morale, l'absence d'honnêteté; il voit plus loin en découvrant à la base de cette immoralité commerciale d'un bon nombre l'indifférence religieuse.—
Note de la rédaction.